FEINBERG, Richard E., ECHEVERRI-GENT, John, MULLER, Friedman and contributors. *u.s. Foreign Policy and the USSR, China, and India : Economic Reform in Three Giants*. Washington (D.C.), Overseas Development Council, Coll. « u.s. - Third World Policy Perspectives, no. 14 », 1990, 255 p.

Jean-René Chotard

Volume 22, numéro 4, 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702938ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702938ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chotard, J.-R. (1991). Compte rendu de [FEINBERG, Richard E., ECHEVERRI-GENT, John, MULLER, Friedman and contributors. *u.s. Foreign Policy and the USSR, China, and India : Economic Reform in Three Giants*. Washington (D.C.), Overseas Development Council, Coll. « u.s. - Third World Policy Perspectives, no. 14 », 1990, 255 p.] *Études internationales*, 22(4), 866-868. <https://doi.org/10.7202/702938ar>

américaine, porte son attention sur six préoccupations se rapportant aux protocoles de la zone non nucléaire du Pacifique Sud (SPNFZ) établis par le Traité de Raratonga en 1985: la possibilité d'un effondrement de l'ordre mondial face à la prolifération nucléaire verticale; la prolifération horizontale dans la région; la rivalité des superpuissances dans la région; les essais nucléaires; le développement de l'infrastructure nucléaire dans le monde; et la dégradation environnementale due à des pratiques tel le dumping de déchets nucléaires. Les implications pour la formulation de politiques sont claires: le SPNFZ et les désirs qu'il exprime ne peuvent être ignorés. Jusuf Wanandi (CSIS, Jakarta) offre aussi une perspective non américaine, et soutient que les États du Pacifique Sud et les membres de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (Association of Southeast Asian Nations; ASEAN – Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) sont des alliés naturels. Les deux regroupements partagent des expériences historiques similaires en tant que petites nations qui doivent composer avec des puissances extra-régionales plus fortes. À l'instar de l'ASEAN, les États du Pacifique Sud veulent se dissocier de la rivalité des superpuissances, éviter la dépendance envers ces dernières, et diversifier leurs relations avec d'autres nations. Ces aspirations ne les rendent pas antiaméricains; elles signifient plutôt qu'ils désirent «vivre dans la sûreté et la sécurité» (p. 65) et être compris.

L'article final par L.R. Vasey (Pacific Forum) et Robert L. Pfaltzgraff, Jr. (Fletcher School) emprunte aux deux volumes du rapport

spécial afin d'examiner les implications pour le policy-making américain et afin de formuler les recommandations qui sont reprises dans le Sommaire exécutif. Un nombre surprenant de celles-ci traitent des façons d'améliorer les relations américaines avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande ainsi que d'autres puissances extra-régionales telles que la France et le Japon. Les leaders des petites nations du Pacifique Sud pourraient être pardonnés s'ils éprouvaient un sentiment de malaise après avoir perçu l'intention dans certaines de ces recommandations.

À l'instar de tous les ouvrages émanant de groupes de pensée, ce volume s'ajoutera aisément aux bibliothèques des disciples intéressés par les affaires du Pacifique Sud et de l'Asie du Pacifique, en autant que ses origines et fonctions soient toujours bien identifiées.

Lawrence T. Woods

Département des Études politiques
Université Bishop's, Lennoxville, Canada

FEINBERG, Richard E., ECHEVERRI-GENT, John, MULLER, Friedman and contributors. *U.S. Foreign Policy and the USSR, China, and India: Economic Reform in Three Giants*. Washington (D.C.), Overseas Development Council, Coll. «U.S. – Third World Policy Perspectives, no. 14», 1990, 255 p.

Le présent volume fait partie de la série *U.S. Third World Policy Perspective* publiée par le Overseas Development Council. R. Feinberg, J. Echeverri-Gent, F. Müller et d'autres

contributeurs y brossent un tableau des réformes économiques qui ont été introduites en Chine, en URSS et en Inde au cours des années 1980. Les auteurs proposent aussi une analyse des effets et conséquences de ces réformes.

Avec quelque surprise, le lecteur trouve l'URSS placée, en même temps que les deux autres États, sous l'étiquette «pays sous-développés». Deux caractéristiques additionnelles justifient cependant le regroupement de ces trois unités dans une même grande catégorie. Ce sont, d'une part, leur faible intégration au marché mondial et, d'autre part, leurs dimensions proprement continentales. L'URSS, à cause de tout son potentiel non encore mis en valeur, peut donc, à la rigueur, comme la Chine et l'Inde se voir attribuer l'épithète d'espace sous-développé. Des transformations majeures ne sauraient se produire qu'à moyen terme chez ces trois «géants», aussi est-ce la perspective retenue par les auteurs pour évaluer l'impact des changements internes, et caractériser les opportunités que ceux-ci peuvent offrir à l'Occident.

En des présentations distinctes, rédigées par des spécialistes, chacun des trois pays fait l'objet d'analyses particulières. Leurs résultats convergent cependant et ils soulignent le lien entre réformes politiques et réformes économiques. Le cas de la Russie nous est le plus familier. Nous avons suivi aussi l'évolution de la Chine où le parti communiste, tout en gardant son contrôle, avait laissé s'épanouir un puissant courant d'initiatives régionales. En soulignant la situation de l'Inde, les auteurs ajoutent des remarques qui enrichissent

le propos d'ensemble. Même dans le cadre d'un système parlementaire, effectif depuis 1947, le monopole de fait du pouvoir, au bénéfice du parti du Congrès, avait produit une collusion d'intérêts qui s'abritaient sous le vaste enchevêtrement des réglementations de l'état central. Après le remplacement de Mme Gandhi, par son fils, en 1984, l'application de nombreuses contraintes étatiques s'est trouvée assouplie, ou suspendue.

Ces réformes ont ébranlé le monde politique dans chacune des situations nationales. En Chine, la libéralisation a entraîné une inflation et aggravé le chômage de certaines régions. Elle a aussi accentué la corruption. En URSS, les réformes sont associées à désordre et à pénuries. L'ouverture, *glasnost*, devait rénover la vie politique et nourrir l'initiative; elle se trouve maintenant associée avec l'austérité. Dans chacun des deux grands États socialistes, les tenants de la ligne dure reprennent de l'aplomb contre les partisans des réformes. En Chine, où les transformations de l'économie avaient été amorcées dès la fin des années 70, cette polarisation conduit à l'épisode de la place Tien Anmen. L'ouvrage a été publié avant que la situation soviétique ne suive une dynamique analogue, ainsi que nous pouvons le constater actuellement, mais les auteurs en ont clairement annoncé la probabilité. Il n'est qu'en Inde où la perte par le parti du Congrès, de son monopole de fait du pouvoir n'ait pas entraîné de remous politiques dramatiques.

Les études regroupées dans ce volume visent à rendre compte des transformations intervenues dans les trois États. Elles se situent aussi, de

façon résolue, dans la perspective des intérêts de l'Occident. Des recommandations sont formulées en ce sens et pour que la lecture en soit plus facile, elles font l'objet d'une présentation groupée (pp. 31 à 41). Même s'il est rappelé que les progrès du capitalisme, dans le Tiers-Monde, ne sont «pas nécessairement associés avec un essor de la démocratie», les auteurs conseillent néanmoins à l'Occident la vigilance, dans le cas particulier de la Chine, de l'URSS, et même de l'Inde.

Il y est insisté sur un développement du rôle du marché pour stimuler la croissance, mais aussi sur la «création de nouveaux instruments économiques capables de rendre opératoires des instances décisionnelles décentralisées». Les États-Unis pourraient agir à cet effet dans le cadre de la Banque Mondiale et du Fonds monétaire international. Pour l'URSS, les auteurs soulignent le défaut de personnel familier avec les mécanismes de l'économie de marché et le manque de cadres compétents qui soient prêts à s'engager dans les tâches «d'entrepreneur», au sens où l'Occident définit ce mot. Des transferts de technologie sont déclarés nécessaires mais ils requièrent que soient assouplies les politiques restrictives appliquées depuis quarante ans par l'Occident dans ce domaine contre l'URSS, puis contre la Chine.

Ces mutations ne manqueront pas d'être longues avant de produire tous leurs effets. D'ores et déjà, cependant, l'équilibre international se trouve affecté. Avec beaucoup de nuances, un chapitre aborde «les conséquences géopolitiques des réformes». Par leurs masses territoriales et humaines, en

effet, l'URSS, l'Inde et la Chine commandent l'équilibre du continent asiatique. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, la diplomatie américaine avait tendu à attribuer à chacun des trois États, une certaine place. Le contexte nouveau de réformes économiques provoque, en URSS, en Chine et en Inde, des bouleversements qui se révéleront majeurs. Le champ des relations internationales s'en trouvera profondément affecté.

L'ouvrage dirigé par R. Feinberg présente l'appréciable avantage d'offrir un dossier réaliste et informé à la fois sur l'URSS, la Chine et l'Inde, et aussi, sur le développement d'un contexte international plus fluide.

Jean-René CHOTARD

*Département de sciences humaines
Université de Sherbrooke, Canada*

POITRAS, Guy. *The Ordeal of Hegemony : The United States and Latin America*. Boulder, Colorado, Westview Press, 1990, 224 p.

Ce volume étudie l'évolution des relations entre les États-Unis et l'Amérique latine depuis environ 1900 jusqu'à présent en insistant particulièrement sur les années 1980. L'hypothèse centrale de l'auteur est que l'hégémonie exercée par les États-Unis sur le sous-continent est en déclin, et ce malgré un unilatéralisme accru et une multiplication des interventions américaines. Dès les premières pages du livre, le lecteur est tiraillé entre deux réactions contradictoires. La première est de se dire qu'à son corps défendant, l'auteur de ce livre fouillé